Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'État
le 21 décembre 2017

CONSEIL DE PARIS

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations

Séance des 11, 12 et 13 décembre 2017

2017 V.379 Vœu relatif à la charte de la participation citoyenne

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil Municipal,

Considérant la délibération DDCT 183 sur la charte parisienne de la participation citoyenne,

Considérant le vœu de l'exécutif relatif à la démocratie locale et à la participation citoyenne adopté par le Conseil de Paris en mai 2014,

Considérant les engagements pris par la Ville de Paris lors de l'Open Government Summit de décembre 2016, et son appartenance au réseau des 15 villes pionnières de l'OGP,

Considérant l'existence d'instances de démocratie locale implantées depuis plusieurs années comme les Conseils de quartiers ou les CICA (sigle), le renouvellement dès 2014 de certains outils de participation citoyenne, comme la e-pétition, ou l'émergence de nouveaux dispositifs comme le budget participatif lancé en 2014 et devenu le plus important au monde, la carte citoyenne-citoyen de Paris qui compte désormais 170 000 détenteurs, les kiosques citoyens ou les conseils citoyens dans les quartiers populaires,

Considérant l'ouverture prochaine de la Halle Civique de Paris, lieu de rassemblement de l'ensemble des initiatives de démocratie participative, qu'elles soient associatives, publiques, issues des civic techs, du monde de la recherche ou de collectifs citoyens, visant à les faire se rencontrer, se développer, expérimenter de nouvelles actions, ou tout simplement à se faire connaître auprès des Parisiennes et des Parisiens, afin de renouveler la pratique démocratique,

Considérant le développement des Ateliers Citoyens, qui visent à développer la compréhension par les Parisiennes et les Parisiens de leur ville et des enjeux municipaux qui les concernent d'une part, ainsi qu'à renforcer leur pouvoir d'agir d'autre part,

Considérant que la participation citoyenne, longtemps concentrée sur le seul domaine de l'aménagement urbain, s'est considérablement développée dans d'autres politiques publiques sous l'effet notamment des lois de décentralisation,

Considérant que la concertation en matière d'urbanisme s'est largement développée et que des moyens modernes ont été mis en place à travers notamment le portail d'information et concertation sur les projets

urbains imaginons.paris, mais aussi grâce à l'expérimentation de nouvelles formes de co-construction comme les collectifs pluridisciplinaires des 7 places rénovées ou les chantiers participatifs de la petite ceinture,

Considérant que le concept d'opendata doit servir le projet de démocratie participative et de capacité du citoyen à participer à la décision collective, et considérant la démarche volontariste d'opendata engagée par la Ville de Paris à travers sa plateforme <http://OpenData.Paris.fr>, sa politique de commande publique ou encore le programme DataCity,

Considérant qu'en termes de participation citoyenne, l'accès à l'information, tant sur les dispositifs existants que sur les moyens d'y contribuer, représente un enjeu primordial afin de permettre aux habitants de se les approprier,

Considérant les outils de communication notamment numériques déjà développés par la Ville et les mairies d'arrondissements (journaux d'information, comptes twitter et pages FB, etc) et la refonte récente de paris.fr et des sites internet des mairies d'arrondissement,

Considérant que la multitude des outils de participation citoyenne ne doit pas nuire à leur lisibilité et à leur appropriation par les habitantes et les habitants, et que la Ville doit s'inscrire dans une démarche d'évaluation constante de participation citoyenne afin de pouvoir adapter les outils disponibles en concentrant les ressources sur ceux qui fonctionnent et répondent au plus près aux besoins des Parisiennes et des Parisiens,

Le Conseil de Paris

Émet le vœu que:

Les Ateliers citoyens soient mieux connus et ouverts le plus largement possible aux Parisiennes et aux Parisiens, y compris celles et ceux qui ne sont pas détenteurs de la carte citoyenne-citoyen de Paris,

L'accès à l'expertise, notamment indépendante, soit facilité, mieux connu des Parisiennes et des Parisiens et mobilisée autant que de besoin, notamment à travers les budgets des conseils de quartier ou les ateliers citoyens,

Le travail d'échanges de bonnes pratiques entre membres des conseils de quartier, entamé en 2016, soit poursuivi et que les mairies d'arrondissement soient associées à la réflexion, afin d'aboutir à un « guide de bonnes pratiques » à destination des conseils de quartier et des élu.e.s,

La Ville de Paris mène une évaluation constante des différents outils de participation citoyenne, en lien avec la Commission Parisienne du Débat Public, et rende publics ses bilans des différents outils mis en place, tant en termes de nombres de participants que de résultats obtenus, dans le but d'adapter les dispositifs existants et éventuellement en développer de nouveaux.

La Ville de Paris enrichisse la plateforme d'idéation idee.paris pour permettre de faire vivre la concertation et la co-construction sur toute la durée des projets ayant fait appel aux contributions des Parisiennes et des Parisiens, au-delà de la phase de définition du projet en question, et permette d'y stocker notamment les documents présentés en réunions publiques (études, cartographies, relevés de décisions, compte-rendus de réunions etc) et plus généralement tout document qui concourt à la prise de décision.

La Ville de Paris invite les mairies d'arrondissement à travailler avec les « civic techs » pour le développement éventuel d'applications mobiles ou de systèmes d'informations agiles pour organiser le

partage d'information en direction de et entre les Parisiennes et les Parisiens sur l'actualité de leur quartier.